;MINISTERE DELEGUE AUPRES DU PREMIER MINISTRE, CHARGE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DU TRESOR ET DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE.
Union – Discipline - Travail

PLAN D'ACTION 2007

Janvier 2007

Le Directeur Général

DIBY K. Charles
Administrateur des Services Financiers

<u>Objectif général</u> : Promouvoir la culture des résultats et de la performance

SOMMAIRE

INTRODUCTION	**4 - 6**

1ERE PARTIE : LES SERVICES RATTACHES A LA DIRECTION GENERALE		**7 - 13**
1	L'Inspection Générale du Trésor (IGT)	
2	Le Service de Coordination Statistique (SCS)	
3	Le Conseil de la Qualité et de la Normalisation (CQN)	

CONCLUSION	**14 - 15**

DEFINITION DES SIGLES ET ABREVIATIONS	**16 - 22**

I N T R O D U C T I O N

TAUX GENERAL DE REALISATION ESCOMPTE,

75 %

La quête de la qualité et de la performance initiée par la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique, depuis quelques années, contribue efficacement à la consolidation des acquis tout en servant de ferment à l'ouverture de chantiers nouveaux.

Dans l'optique de permettre au Trésor Public d'assumer ses responsabilités, avec le maximum d'efficacité et de transparence, le **Plan d'Action 2007**, à l'instar de celui de l'année 2006, s'est davantage conformé, tant dans sa forme que son fond, aux standards internationaux, du fait notamment de l'adoption d'une méthode d'évaluation plus objective.

Cet outil moderne de prévision, de planification et de gestion est le résultat d'une vision de développement et d'excellence promue par les dirigeants du Trésor Public. Sa mise en œuvre, exclusivement orientée vers la culture des résultats et de la performance, requiert rigueur et implication totale de l'ensemble des agents.

Le présent Plan d'Action implique l'ensemble des services du Trésor. Cependant, en raison de leur spécificité et des difficultés liées à leur évaluation, les Paieries à l'Etranger n'ont pu être associés à l'exercice de l'année en cours.

<u>PREMIERE PARTIE</u> :

LES SERVICES RATTACHES A LA DIRECTION GENERALE

STRUCTURE PILOTE : 1/ L'INSPECTION GENERALE DU TRESOR (IGT)

POLITIQUES D'ACTION	OBJECTIFS	ACTIONS CONCRETES	DELAIS DE MISE EN ŒUVRE	LIBELLE DES INDICATEURS DE MESURE	ENREGISTREMENTS + BAREME DE NOTATION
1/Redynamiser l'activité de vérification des postes comptables	• Parvenir à la vérification de 200 PC	• Définir en termes d'objectif annuel, le nombre de PC à vérifier par équipe • Procéder à la vérification des PC identifiés • Tenir des réunions d'évaluation des objectifs assignés aux équipes	• 30 mars 2007 • 31 décembre 2007 • 31 décembre 2007	• Nombre de PC vérifiés	• Etat des objectifs par équipe (20 %) • PV des vérifications (40 %) • Rapport d'évaluation des réalisations par équipe (40 %)
2/ Améliorer le contrôle des disponibilités en banque	• Apurer dans 80 % des PC vérifiés les soldes anormaux observés sur les certificats de concordance produits	• Définir une méthodologie de traitement des soldes anormaux • Identifier les soldes anormaux dans les différentes rubriques du certificat de concordance • Procéder au traitement des soldes anormaux	• 30 juin 2007 • 31 décembre 2007 • 31 décembre 2007	• Taux des PC aux soldes anormaux traités	• Méthodologie arrêtée (30 %) • Catalogue des soldes anormaux identifiés (10 %) • Rapport de traitement des soldes anormaux identifiés (60 %)
3/ Disposer d'un logiciel de gestion des informations sur les PC vérifiés	• Disposer d'informations sur 100 % des PC vérifiés	• Mettre en place un logiciel de gestion des données • Former les Inspecteurs vérificateurs à l'utilisation du logiciel	• 30 juin 2007 • 30 juin 2007	• Taux des PC vérifiés	• PV d'installation du logiciel (10 %) • PV de formation (30 %)

					• résultat du test d'évaluation des connaissances acquises (30 %) • Fichier des PC vérifiés (30 %)
4/ valoriser la fonction assistance de l'IGT	• Recueillir le satisfecit de 65 % des postes comptables contrôlés	• valider le code de déontologie de l'Inspecteur Vérificateur élaboré en 2006 • Tenir des séances de sensibilisation et de formation des Inspecteurs Vérificateurs à l'application effective du code de déontologie • Réaliser une enquête de perception auprès des PC vérifiés en 2007	• 30 mars 2007 • 30 juin 2007 • 31 décembre 2007	• Taux de satisfecit	• Code de déontologie validé (30 %) • PV des séances de sensibilisation et de formation (30 %) • Résultat de l'enquête (40 %)
5/ renforcer les contrôles d'ordre administratif des postes comptables	• Amener 50 % des PC vérifiés à une meilleure gestion administrative des postes	• Identifier les dysfonctionnements dans la gestion administrative des PC vérifiés (organisation des tâches, qualité des relations humaines, application du code de déontologie…) • Formuler des diligences à l'actif des PC concernés avec un délai de mise en oeuvre	• 31 décembre 2007 • 31 décembre 2007	• Nombre de PC vérifiés	• PV des vérifications et des diligences formulées (50 %) • Rapport relatif à l'amélioration de la gestion administrative des PC (50 %)

STRUCTURE PILOTE : 2/ LE SERVICE DE COORDINATION STATISTIQUE (SCS)					
POLITIQUES D'ACTION	**OBJECTIFS**	**ACTIONS CONCRETES**	**DELAIS DE MISE EN ŒUVRE**	**LIBELLE DES INDICATEURS DE MESURE**	**ENREGISTREMENTS + BAREME DE NOTATION**
1/ Améliorer la coordination statistique interne	• Renforcer l'appropriation de la production statistique par 11 services (8 Comptables Généraux, DDP, DCPP, TPA)	• Faire désigner des correspondants statistiques dans les 11 services • Proposer à la Direction Générale la création de services statistiques dans les principaux services • Organiser une séance de travail avec les correspondants	• 31 mars 2007 • 31 mars 2007 • 31 décembre 2007	• Nombre de services	• Acte de désignation ou réponses des services concernés (30 %) • Courrier à la Direction Générale (10 %) • Liste récapitulative des correspondants statistiques (30 %) • Compte Rendu de la séance de travail (30 %)
2/ Améliorer la coordination statistique externe	• Vulgariser la procédure de coordination statistique auprès des différents services • Améliorer la gouvernance en matière de coordination statistique	• Produire un guide de procédures de la coordination statistique	• 31 décembre 2007	• Nombre de correspondants ayant reçu copie du guide de coordination statistique	• Guide de procédures de la coordination statistique (50 %) • Etat de distribution du guide de coordination statistique (50 %)

3/ Améliorer le suivi des activités prioritaires du Gouvernement	• Permettre une restitution de l'exécution budgétaire et financière chaque fin de mois	• Exiger des Comptables, la production de rapports mensuels d'exécution • Elaborer des états de synthèse mensuels	• Chaque fin de mois • Chaque fin de mois	• Taux de production des rapports d'exécution • Taux de production des états de synthèse	• Rapports mensuels d'exécution (50 %) • Etats de synthèse mensuels (50 %)
4/ Améliorer le suivi de la gestion de la trésorerie de l'Etat	• Parfaire la lisibilité des rapports de suivi de la gestion de la trésorerie de l'Etat • Prioriser le suivi des dépenses sociales	• Produire des notes mensuelles de synthèse des rapports sur la gestion de la trésorerie de l'Etat • Retracer dans le plan de trésorerie, les paiements au titre des secteurs sociaux prioritaires (PGT/ACDP)	• Chaque fin de mois • Chaque fin de mois	• Taux de production des notes de synthèse • Taux d'inscription des paiements effectués	• Notes de synthèse des rapports d'exécution de la trésorerie de l'Etat (50 %) • Plan de trésorerie mensuel (50 %)
5/ Améliorer le suivi du programme économique et financier	• Contribuer à résoudre les surfinancements récurrents du Tableau des Opérations Financières de l'Etat (TOFE)	• Participer activement aux réunions du comité TOFE • Satisfaire aux requêtes d'informations de la DCPE (DGE)	• A chaque convocation de réunion • A chaque requête d'informations	• Taux de participation aux réunions TOFE • Taux de réponse aux requêtes d'informations	• Compte-rendus de réunions (60 %) • Lettres de transmission des documents statistiques demandés (40 %)

STRUCTURE PILOTE : 3/ LE CONSEIL DE LA QUALITE ET DE LA NORMALISATION (CQN)					
POLITIQUES D'ACTION	**OBJECTIFS**	**ACTIONS CONCRETES**	**DELAIS DE MISE EN ŒUVRE**	**LIBELLE DES INDICATEURS DE MESURE**	**ENREGISTREMENTS + BAREME DE NOTATION**
1/ Mettre à la disposition des Cellules Qualité Inter-services un cahier de charges fonctionnel précisant leurs attributions	• Réaliser un taux de suivi annuel moyen de 90% des Cellules Qualité	• Produire le cahier de charges fonctionnel des Cellules Qualité. • Organiser les ateliers de pré-validation du cahier de charges • Organiser des missions d'assistance et d'encadrement sur l'application effective du Cahier de Charge	• 30 Juin 2007 • 30 juin 2007 • 31 décembre 2007	• Taux annuel de suivi moyen des Cellules Qualité (90% des Cellules Qualité réorganisées)	• Cahier de charges fonctionnel des Cellules Qualité. (50 %) • Rapport de suivi effectif des Cellules Qualité. (50 %)
2/ Elaborer le Guide des auditeurs Qualité du Trésor Public selon la Norme ISO 19011 version 2000	• Maîtriser 90% des exigences normatives relatives à la Pratique des audits Qualité	• Produire les termes de référence du Guide d'Audit. • Rédiger le Guide conformément à la Norme ISO 19011.	• 30 Juin 2007 • 30 juin 2007	• Taux de Conformité Moyen. (90% des exigences globales)	• Guide des Auditeurs Qualité Internes du Trésor Public (100 %)
3/ Réaliser une campagne Qualité sur la maîtrise Qualité et la bonne gouvernance	• Promouvoir la politique de la Qualité et de la Normalisation auprès de 60% de l'effectif global du Trésor Public	• Produire les termes de références de la Campagne. • Effectuer des séances de sensibilisation auprès des agents du Trésor	• 30 septembre 2007 • 30 septembre 2007	• Taux d'audience enregistrée. (60% de l'effectif global du Trésor Public au 30 Août 2007)	• Rapport de Campagne (100 %)

4/ Elaborer et planifier la mise en œuvre du Plan de Prospective et de Normalisation des services du Trésor Public (Projets d'amélioration continue de la Qualité des prestations de services et de rédaction des normes internes) .	• Planifier 60% des projets d'études de Prospective et de Normalisation du Trésor Public	• Elaborer la Décision de création du Comité Technique de Prospective et de Normalisation • Produire les termes de référence du plan. • Produire le diagramme de Gantt associé.	• 30 novembre 2007 • 30 novembre 2007 • 30 novembre 2007	• Taux de réalisation (60% des actions concrètes planifiés)	• Plan de Prospective et de Normalisation opérationnelle des services du Trésor Public (100 %)
5/ Concevoir le document cadre de la solvabilité et du risque des produits Financiers du Trésor Public sur les Marchés Financier et Monétaire (Rating)	• Planifier la mise sous contrôle de 90% des indices internationaux de notation Financières	• Elaborer les termes de références du Document Cadre • Réaliser le Projet de classification – Test du rating des institutions de Micro – Finances, des banques et des Assurances en collaboration avec la DT et la DA. • Produire le Cahier de charges relatif au logiciel de cotation Rating.	• 31 décembre 2007 • 31 décembre 2007 • 31 décembre 2007	• niveau de maîtrise des indices de Notation Financière (90% des indices internationaux)	• Document – Cadre de la Mesure du risque et de la solvabilité du Trésor Public sur les Marchés Financier et Monétaire. (50 %) • Rapport de classification- test (50 %)

C O N C L U S I O N

Au regard des différents points inscrits dans le Plan d'Action 2007, il ressort que, en plus des politiques d'action classiques relatives à l'accroissement du niveau des recettes et à la gestion rationnelle de la trésorerie, de nombreux services ont choisi de mettre l'accent sur le renforcement des capacités des agents. Cette action, couplée avec la politique de revalorisation de l'image du Trésor Public, est la traduction de la volonté de concilier, aujourd'hui mieux qu'auparavant, le rendement du personnel et la satisfaction des usagers.

Par ailleurs, la recherche d'une meilleure sécurisation des postes comptables et des deniers publics est à relever comme une préoccupation majeure pour de nombreux comptables publics. Ce point qui revêt une grande importance se justifie eu égard à l'environnement d'insécurité et à la situation de trésorerie particulièrement tendue.

Au total, l'exécution du Plan d'Action 2007 par les services fera franchir, à notre maison commune, un palier qualitatif supplémentaire : celui d'exécuter, avec davantage de diligence et de fiabilité, les différentes attributions en intégrant l'écoute client comme politique de gestion proactive.

DEFINITION DES SIGLES ET ABREVIATIONS
(par ordre alphabétique)

AGEFOP	Agence pour la Formation Professionnelle
ACCC	Agence Comptable des Créances Contentieux
ACCD	Agence Compta Centrale des Dépôts
AGEPE	Agence d'Etudes et de Promotion de l'Emploi
AGEPOLY INHP	Association Générale des Etudiants de la Polytechnique INHP
AICF	Agence Ivoirienne de Coopération Francophone
AIP	Agence Ivoirienne de Presse
ANAC	Agence Nationale de l'Aviation Civile
ANCAR-CI	Association Nationale des Courtiers d'Assurance et de Réassurance de Côte d'Ivoire
ANDE	Agence Nationale de l'Environnement
ASA-CI	Association des Sociétés d'Assurance de Côte d'Ivoire
ASTER	Dénomination du Programme de Réforme de la Comptabilité
ATD	Avis à Tiers Détenteur
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BCT	Bureau Central de Tarification
BE	Balance d'entrée
BNETD	Bureau National d'Etudes Techniques et de Développement
CAA	Caisse Autonome d'Amortissement (actuelle BNI)
CAISTAB	Caisse de Stabilisation
CCB	Certificat de Concordance Bancaire
CCT	Cellule des Conseillers Techniques
CDI	Centre Des Impôts
CE	Cellule d'Etudes
CED-CI	Centre d'Education à Distance de Côte d'Ivoire
CEI	Commission Electorale Indépendante
CEPICI	Centre d'Etude et de Promotion des Investissements en Côte d'Ivoire
CF	Contrôle Financier
CGAF	Compte Général de l'Administration des Finances
CGRAE	Caisse Générale de Retraite des Agents de l'Etat

CHU	Centre Hospitalier Universitaire
CIAPOL	Centre Ivoirien Antipollution
CIE	Compagnie Ivoirienne d'Electricité
CIT	Côte d'Ivoire Tourisme
CNAC	Centre National des Arts et de la Culture
CNACI	Centre National d'Agriculture de Côte d'Ivoire
CNDJ	Centre National de Documentation Juridique
CNP	Conseil National de la Presse
CNPS	Caisse Nationale de Prévoyance Sociale
CNTS	Centre National de Transfusion Sanguine
CONFEJES	Conférence des Fédérations de Jeunesse
CRCP	Comité de Réforme de la Comptabilité Publique
CRFD	Centre Régional de Formation pour la Lutte contre la Drogue
CRO	Centre de Recherche Océanologique
CROU	Centre Régional des Œuvres Universitaires
CSIPI	Compte Spécial d'Investissement et de Paiement des Intérêts
CTCI	Conseil de Télécommunication de Côte d'Ivoire
DAAF	Direction des Affaires Administratives et Financières
DCPR	Direction de la Comptabilité Parapublique et de la Réglementation
DFDC	Direction de la Formation, de la Documentation et de la Communication
DGAT	Direction Générale de l'Aménagement du Territoire
DGD	Direction Générale des Douanes
DGE	Direction Générale de l'Economie
DGI	Direction Générale des Impôts
DI	Direction de l'Informatique
DIF	Direction des Institutions de Finances
DOA	Direction des Opérations d'Assiette
DPM	Direction du Personnel et du Matériel
DSRP	Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté
EGAD	Ecole de Gestion Administrative et Diplomatique

EGEF	Ecole de Gestion Economique et Financière
EIBMA	Ecole Ivoirienne de Bijouterie et des Métiers Annexes
EMPJ	Ecole de Magistrature et de Professions Judiciaires
ENA	Ecole Nationale d'Administration
ENS	Ecole Normale Supérieure
ENSEA	Ecole Nationale de Statistique et d'Economie Appliquée
EPN	Etablissements Publics Nationaux
FCI	Fonds Cinématographique Ivoirien
FDFP	Fonds de Développement et de Formation Professionnelle
FER PALMIER	Fonds d'Extension et du Renouvellement de la Culture du Palmier
FIAU	Fonds d'investissement et d'Aménagement Urbain
FIDEN	Fonds Ivoirien de Développement de l'Entreprise Nationale
FNS	Fonds National de Solidarité pour la Promotion d'Emploi Jeunes
FRAR	Fonds Régional d'Aménagement Rural
GVC	Groupement à Vocation Agricole
ICA	Institut de Cardiologie d'Abidjan
IGE	Inspection Générale d'Etat
IGF	Inspection Générale des Finances
IGR	Impôt Général sur le Revenu
IMEC	Institution Mutualiste d'Epargne et de Crédit
IMF	Institution des Micro-Finances
INCI	Imprimerie Nationale de Côte d'Ivoire
INFAS	Institut National de Formation des Agents de Santé
INFPA	Institut National de Formation Professionnelle Agricole
INFS	Institut National de Formation Sociale
INHP	Institut National d'Hygiène Publique
INJS	Institut National de la Jeunesse et des Sports
INPHB	Institut National Polytechnique Houphouët-Boigny
INSAAC	Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle
INSP	Institut National de Santé Publique

IPCI	Institut Pasteur de Côte d'Ivoire
IPNETP	Institut Pédagogique National de l'Enseignement Technique et Professionnel
IRF	Institut Raoul Follereau
ISO (norme qualité)	International Organization for Standardization
ISTC	Institut des Sciences et Techniques de la Communication
IV	Inspecteur Vérificateur
IVP	Inspecteur Vérificateur Principal
JO	Journal Officiel
LANADA	Laboratoire National d'Appui au Développement Agricole
LANEMA	Laboratoire National de Qualité de Météorologie et d'Analyse
LNSP	Laboratoire National de la Santé Publique
MCU	Ministère de la Construction et de l'Urbanisme
MEMEF	Ministère d'Etat, Ministère de l'Economie et des Finances
MER	Mise en règlement
MM	Masse Monétaire
MUGEF - CI	Mutuelle Générale des Fonctionnaires et Agents de l'Etat de CI
NTIC	Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication
OC	Obligation cautionnée
OCPV	Office d'Aide à la Commercialisation des Produits Vivriers
OHADA	Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires
OIPR	Office Ivoirien des Parcs et Réserves
OISSU	Office Ivoirien des Sports Scolaires et Universitaires
ONAC	Office National des Anciens Combattants
ONI	Office National d'Identification
ONPC	Office National de la Protection Civile
ONS	Office National des Sports
OSER	Office de Sécurité Routière
PC	Poste Comptable
PCA	Palais de la Culture d'Abidjan
PCD	Poste Comptable Déconcentrés

PDC	Poste Diplomatique et Consulaire
PEC	Prise en charge
PIB	Produit Intérieur Brut
PNAM	Plan National d'Action Mutualiste
PNG	Position Nette du Gouvernement
PSP-CI	Pharmacie de la Santé Publique de Côte-d'Ivoire
PST	Projet Soja Touba
PV	Procès-verbal
RAP	Reste à payer
RDC	République Démocratique du Congo
REC	Recouvrement
RPD	Recette Principale des Douanes
RPI	Recette Principale des Impôts
SAMU	Service d'Aide Médicale d'Urgence
SCS	Service de Coordination Statistique
SGBCI	Société Générale de Banques en Côte d'Ivoire
SIGFiP	Système Intégré de Gestion des Finances Publiques
SNDI	Société Nationale de Développement Informatique
SODECI	Société de Distribution d'Eau de Côte d'Ivoire
SOGEFIHA	Société de Gestion et de Financement de l'Habitat
SONARECI	Société Nationale de Recouvrement de Côte d'Ivoire
SYGADE	Système de Gestion Automatisée de la Dette
SYNARES	Syndicat National Autonome de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur
T	Trésorerie
TCOT	Tableau Consolidé des Opérations du Trésor
TD	Trésorerie Départementale
TG	Trésorerie Générale
TOFE	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
TP	Trésorerie Principale
TR	Trésorerie Régionale

UE	Union Européenne
UMOA	Union Monétaire Ouest Africaine
URES	Unité de Recherche et de l'Enseignement Supérieur
USA	United States of America
VIH SIDA	Virus d'Immunodéficience Humaine -Syndrome d'Immunodéficience Acquise
VISA -DM	Visa Dépenses et Matériels